

Transition énergétique



DANS CETTE ÉDITION :

Des immeubles en bois construits dans le respect de l'environnement.

PAGE 5

Des initiatives citoyennes locales de production d'énergies renouvelables.

PAGE 7

Fonds de transition énergétique : une aide précieuse pour de multiples projets.

PAGE 13

Le point sur les ambitions belges

Six experts et la ministre Tinne Van der Straeten s'expriment sur les nombreux défis à relever.

© PHOTO : JONAS ROOSENS



BELGIUM - LUXEMBOURG - FRANCE
PASSION **SUSTAINABILITY** EXPERTISE
130 ONGOING PROJECTS ART
38 CITIES **CREATIVITY** ENTREPRENEURSHIP
824.000 M² IN DEVELOPMENT & CONSTRUCTION



Table ronde

Transition énergétique : sommes-nous suffisamment ambitieux ?

Le réchauffement climatique et les économies d'énergie font couler beaucoup d'encre. Où en sommes-nous en Belgique pour faire face à la situation ? Quels sont nos objectifs et priorités en matière de transition énergétique ? Sobriété oblige, dans quel monde vivrons-nous demain en termes de confort ? Afin de répondre à ces questions, Mediaplanet a réuni 6 acteurs majeurs autour de Tinne Van der Straeten, la ministre fédérale de l'Énergie.

Texte : Philippe Van Lil

I Pour notre pays, quelle importance revêt la transition énergétique ? À quoi faut-il nous atteler en priorité ?

Tinne Van der Straeten : « Nous prenons ce défi très au sérieux. Il s'agit à la fois d'assurer la sécurité d'approvisionnement et d'offrir des tarifs de l'énergie abordables pour les citoyens et les industries. La guerre en Ukraine nous a fait comprendre à quel point nous sommes vulnérables lorsque nous dépendons d'une seule source d'approvisionnement comme la Russie. Pour reprendre le contrôle de notre système énergétique, nous devons nous reposer sur les énergies renouvelables. Nous pouvons miser en particulier sur la mer du Nord pour produire de l'électricité verte ; elle pourrait devenir la plus grande centrale durable européenne. Elle deviendrait aussi un outil d'exploitation important pour notre économie, dans la mesure où notre parc offshore et notre île énergétique pourront être connectés avec d'autres parcs éoliens, au Danemark et en Angleterre par exemple. En plus de sécuriser notre avenir énergétique, tout cela créera aussi de nombreux emplois. »

Marc Van Den Bosch : « Comme vous le soulignez, il faut réduire notre vulnérabilité et se préparer pour le futur. C'est d'autant plus important que notre pays compte énormément d'industries et que la consommation d'énergie par personne y est relativement élevée. Il faut donc commencer par réduire cette consommation. À cet égard, l'efficacité éner-



Tinne Van der Straeten

MINISTRE FÉDÉRALE DE L'ÉNERGIE

La gestion politique fédérale d'un pays doit offrir à ce marché trois éléments essentiels : la stabilité, les perspectives et la confiance.

Aujourd'hui, avec l'appui de l'Europe, nous visons le 100 % renouvelable d'ici à 2050.

gétique des bâtiments est l'élément clé. Par ailleurs, le recours à des sources renouvelables permet de mieux les maîtriser, et donc de diminuer et de rendre plus prédictibles les montants des factures d'énergie pour le consommateur. Les ménages qui consomment énormément d'énergie sont extrêmement vulnérables lorsque les prix augmentent. »

Sophie Lambrighs : « Vous avez raison de faire référence à l'impact de la consommation d'énergie des bâtiments sur le réchauffement climatique. Dans le secteur immobilier, les entreprises en sont parfaitement conscientes. Diminuer cet impact passe inmanquablement par le choix de consommations minimales et d'énergies renouvelables, de préférence produites localement avec des panneaux solaires, de la géothermie ou des pompes à chaleur. En matière de transition énergétique, il existe de nombreuses plateformes permettant de partager les bonnes pratiques et les meilleures solutions techniques. De manière générale, cette transition permet par ailleurs de donner un véritable sens à nos actions et de motiver nos collaborateurs, devenus aujourd'hui bien plus sensibles à leur contribution, quelle qu'elle soit, à un monde plus durable et plus viable. »





© PHOTOS: JONAS ROUSENS

Mathieu Cribellier : « Nos objectifs en matière de transition énergétique ne sont toutefois pas suffisamment ambitieux. On ne peut pas négocier avec les principes physiques et scientifiques. Actuellement, on parle de deux types de vulnérabilités : les énergies fossiles et les changements climatiques. L'énergie verte n'est pas le seul levier à prendre en compte. Je rejoins l'idée que le premier levier sur lequel on doit absolument agir est la réduction de notre consommation. Or, on constate que, globalement, la consommation d'énergie ne fait que croître. Les défis sont énormes en termes technologiques, mais aussi de conscientisation et de formation. En dépit de certaines améliorations, une majorité des entreprises que nous accompagnons n'ont pas encore intégré que nous nous dirigeons vers un changement radical. Elles sont souvent convaincues que la technologie nous sauvera. Cela ne suffira toutefois pas. Au-delà de la réduction de nos consommations d'énergie, il faut également que la part liée aux énergies renouvelables devienne plus significative dans notre mix de consommation. Enfin, un autre défi est le besoin de main-d'œuvre qualifiée pour accompagner la transition nécessaire; aujourd'hui, elle fait cruellement défaut et est insuffisamment formée. »

Laurent Vrijdaghs : « La Belgique s'est fixé toutefois des objectifs plus ambitieux que l'Europe. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas uniquement d'ordre écologique, mais aussi économique et budgétaire. Il est évident que l'on ne doit pas payer ce qu'on ne consomme pas. L'an dernier, par exemple, la ministre Petra De Sutter, en concertation avec le Secrétaire d'État Mathieu Michel, a incité toute la fonction publique à contrôler sa consommation, en éteignant les lumières un peu plus tôt, en allumant le chauffage un peu plus tard en hiver, etc. Résultat : on a obtenu une baisse de 14 % de la consommation annuelle de gaz naturel et de 11 % de l'électricité. C'est notamment avec de telles mesures, qui ne coûtent finalement rien, que nous atteindrons en partie l'objectif d'une baisse de 15 % de notre consommation. »

Jérôme Meessen : « Effectivement, l'effort doit être important. Il faut collectivement réduire nos émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 5 % par an. La seule période où l'on a réussi à le faire, c'était durant le Covid ; l'économie mondiale était alors en stand-by. Ceci donne une idée de l'ampleur des changements structurels à atteindre.

Même si le processus ne va pas assez vite, la plupart des grandes entreprises que nous accompagnons sont bien conscientes de l'importance, des risques et des opportunités de la transition énergétique ; elles cherchent à se mettre en ordre de marche pour que nous puissions un jour vivre dans une société décarbonée. Une Belgique neutre en carbone signifiera une meilleure sécurité d'approvisionnement, une qualité de l'air améliorée, une alimentation plus saine, mais aussi des entreprises plus résilientes face aux nouveaux risques liés au climat. Pour y arriver, il faudra cependant aussi apprendre à naviguer avec diverses incertitudes, entre autres technologiques, ce qui constitue également un nouveau défi pour les entreprises. »

Didier Hendrickx : « Je vous rejoins entièrement sur le fait que les entreprises se mettent en mouvement. Au cours des 30 dernières années, les émissions de gaz à effet de serre ont déjà baissé de 25 %, parfois plus dans certains secteurs d'activité. Même s'il est vrai que nous devons accélérer les efforts, voyons le côté positif des actions déjà menées. À présent, il est primordial de connaître nos priorités, de

déterminer des 'quicks win' et d'établir un plan d'action pour les dix prochaines années en termes de performances énergétiques, de diminution de la consommation et de décarbonation. Nous disposons déjà des moyens et des leviers pour le faire. Dans mon domaine d'activité par exemple, nous œuvrons pour une réorientation totale vers l'utilisation des gaz renouvelables, entre autres aussi pour assurer notre sécurité d'approvisionnement. »

Sophie Lambrighs : « Je ne crois pas que les entreprises, singulièrement dans le secteur immobilier, aient entamé leur transition énergétique depuis une trentaine d'années. La prise de conscience date d'une dizaine d'années à peine. Auparavant, on était dans une logique de confort individualiste, où il fallait par exemple absolument garantir 21 degrés l'été dans les bâtiments. Arriver à changer les habitudes et les mentalités et à accepter parfois l'une ou l'autre forme de sous-équipement exige énormément de formation et d'accompagnement. »



Laurent Vrijdaghs

ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DE LA RÉGIE DES BÂTIMENTS



Didier Hendrickx

PUBLIC AFFAIRS MANAGER DE GAS.BE



Jérôme Meessen

ASSOCIATE PARTNER DE CLIMACT

La Belgique s'est fixé des objectifs plus ambitieux que l'Europe. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas uniquement d'ordre écologique, mais aussi économique et budgétaire.

Au cours des 30 dernières années, les émissions de gaz à effet de serre ont déjà baissé de 25 %, parfois plus dans certains secteurs d'activité.

Même si le process ne va pas assez vite, la plupart des grandes entreprises que nous accompagnons sont bien conscientes de l'importance de la transition énergétique.

Laurent Vrijdaghs : « Il faudra aussi actionner encore d'autres leviers : des investissements importants sont nécessaires et le travail en équipe, associant secteurs public et privé, est capital. Même si les partenariats public-privé n'ont pas toujours bonne presse, ils permettent d'aller de l'avant. Une autre mesure indispensable est de réduire la surface occupée des bâtiments publics ; nous l'avons déjà diminuée d'un million de mètres carrés au cours des 10 dernières années et nous continuerons de le faire durant les 10 prochaines. Aujourd'hui, bon nombre d'espaces sont sous-occupés ou mal occupés. Le taux de fréquentation des bâtiments de l'administration, entre autres au sein du SPF Finances, est de 30 % en raison notamment de la hausse du télétravail. »

I Quelles autres solutions préconisez-vous dans l'immédiat ?

Didier Hendrickx : « Même si la volonté et l'expertise sont là, la mécanique à mettre en place pour décarboner est un véritable problème pour les entreprises. Elles veulent plus de lisibilité et de facilitation à ce niveau. Cela étant, même si, dans le secteur de la gestion du gaz par exemple, on se focalise aujourd'hui sur les énergies renouvelables, il faut être conscient que nous vivrons encore avec le gaz fossile durant un certain nombre d'années. Outre les aspects technologiques, toute la question est de savoir comment s'approvisionner localement en quantités suffisantes en gaz renouvelables

comme l'hydrogène, le biométhane, la pyrolyse ou le gaz de synthèse. Plus globalement, la décarbonation se fera tant au niveau de la source, qu'à ceux du réseau de transport et de distribution et des applications et ce, quelle que soit l'énergie. »

Jérôme Meessen : « En matière de décarbonation, on a souvent tendance à ne se focaliser que sur quelques mesures. Il n'y a cependant pas de baguette magique unique. De multiples opportunités technologiques et comportementales sont déjà connues pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et toutes devront être saisies. Toutefois, la mesure principale à mettre en œuvre est de réduire notre consommation d'énergie finale de quelque 50 % d'ici à 2050 ; on doit passer d'environ 450 térawatts-heure aujourd'hui à 250. Pour y arriver, il est essentiel que les pouvoirs publics accompagnent les entreprises de tous les secteurs, en mettant en place des normes pour encadrer la transition énergétique et s'assurer qu'elle soit juste, mais aussi en activant des leviers économiques tels que la fiscalité. »

Tinne Van der Straeten : « Il va sans dire que ce ne sont pas les pouvoirs publics qui construisent eux-mêmes des éoliennes, des centrales nucléaires ou des centrales à gaz, mais bien le marché. En revanche, la gestion politique fédérale d'un pays doit offrir à ce marché trois éléments essentiels : la stabilité, les perspectives et la confiance. La stabilité passe surtout par une vision à long terme qui ne change pas de gouvernement en gouver-

nement, ce que la Belgique comme d'autres pays n'avaient pas encore réussi jusqu'il y a peu. Aujourd'hui, nous visons le 100 % renouvelable d'ici à 2050, avec l'appui de l'Europe. »

Mathieu Cribellier : « Les normes sont effectivement indispensables. Elles permettent de créer de la lisibilité pour les entreprises, de se projeter à un horizon non pas de 3 ou 4 ans, mais bien de 10 à 15 ans, et même de constituer un avantage stratégique futur afin de gagner en compétitivité face à la concurrence. L'aspect 'reporting' est également à prendre en compte. Même si aujourd'hui plusieurs actions se mettent en place pour inciter les entreprises à communiquer toute une série d'indicateurs, ce reporting est nécessaire... mais pas suffisant pour déclencher la transformation indispensable des entreprises. »

Tinne Van der Straeten : « La perspective à laquelle je faisais référence se traduit précisément par l'établissement de normes et d'un cadre régulateur clairs, ce qui manque encore aujourd'hui. C'est indispensable à la sécurité d'approvisionnement et aux investissements dans les infrastructures énergétiques. C'est notamment le cas pour le développement de la deuxième zone d'éoliennes en mer du Nord, la prolongation de deux réacteurs nucléaires à partir de 2025-2026, ou encore la construction des nouveaux bâtiments. Concernant les éoliennes en mer du Nord, trois fabricants de turbines sont actuellement en concurrence, rivalisant les uns vis-à-vis des autres en termes de grandeur et d'innovation. On comprend ici tout

l'intérêt d'avoir des normes régulatrices afin que les constructions soient uniformes. »

Laurent Vrijdaghs : « En réalité, un grand nombre de pistes sont sur la table aujourd'hui. Au niveau de la fonction publique, nous rationalisons le portefeuille immobilier, diminuons à minima le nombre de mètres carrés octroyés par agent, faisons évoluer les mentalités, recourrons à diverses solutions technologiques, développons des partenariats public-public et public-privé, etc. Mais tout cela seul ne suffira pas à faire avancer les choses. Il faudra aussi que le marché immobilier s'adapte à la demande. Rien que la Régie des Bâtiments aura beaucoup à lui demander, vu qu'elle ne pourra pas tout fournir elle-même. Nos fonds budgétaires étant insuffisants, nous devons faire appel au privé, comme cela a déjà été le cas pour la construction de prisons. Lorsqu'on sait que l'octroi d'un permis prend environ trois ans et qu'il faut attendre cinq à six ans pour la mise à disposition d'un bâtiment - marché public compris -, il faut s'y préparer dès à présent. »

Jérôme Meessen : « En termes de préparation et pour éviter le greenwashing, chaque entreprise doit aussi prendre la mesure de l'impact climatique de l'ensemble de sa chaîne de valeur et se fixer des objectifs de réduction alignés avec la science. Aujourd'hui, encore trop d'entreprises se satisfont d'un exercice parcellaire où elles ne mesurent que l'impact de leurs bâtiments et de leurs véhicules, sans se rendre compte de celui de leurs matières premières ou de



Marc Van Den Bosch

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FEBEG



Mathieu Cribellier

DIRECTEUR RÉGIONAL DE CO2LOGIC



Sophie Lambrighs

CEO D'EAGLESTONE BELGIUM

Notre pays compte énormément d'industries et la consommation d'énergie par personne y est relativement élevée : il faut donc commencer par réduire cette consommation.

Au-delà de la réduction de nos consommations, il faut également que la part liée aux énergies renouvelables devienne plus significative dans notre mix de consommation.

Chaque entreprise, chaque collectivité devrait finalement pouvoir éduquer tous ses collaborateurs et l'ensemble de la population.

l'utilisation de leurs produits par exemple. En termes de bonnes pratiques, il faut par exemple développer de nouveaux partenariats avec les fournisseurs, en particulier pour l'acier, le béton et les autres matériaux qui peuvent être produits de manière plus circulaire. En parallèle, il faut aussi une politique de recherche et développement afin de réduire la facture énergétique des clients et de mieux recycler les produits en fin de vie. »

Sophie Lambrighs : « Je vous rejoins sur ces différents points. Tout l'enjeu est de faire comprendre notre impact et la différence existant entre un plan visant une limitation du réchauffement climatique à 1,5° et un plan à 3°. Chaque entreprise, chaque collectivité devrait finalement pouvoir éduquer tous ses collaborateurs et l'ensemble de la population. On ne doit plus attendre que les enfants qui ont aujourd'hui 12 ans soient actifs dans la vie professionnelle ; l'éducation doit aussi se faire à l'école. Deux autres éléments ont également toute leur importance : mettre vraiment en place des solutions pour en mesurer l'impact réel ; repenser le financement de ces solutions par l'État, les entreprises, les particuliers et le secteur financier. »

Mathieu Cribellier : « Et soulignons que les technologies pour assurer la transition énergétique et la baisse de notre consommation existent déjà bel et bien, et cela sans avoir à sacrifier le bien-être des citoyens. Nul besoin de parier sur des technologies qui n'existent pas encore ! Bien sûr qu'il faut garder une certaine flexibilité sur les solutions

à venir. Au fil du temps, d'autres scénarios plus intéressants que ceux connus apparaîtront peut-être, mais il n'y a plus d'excuse à ne pas accélérer la transition nécessaire. Nous avons toutes les cartes en main. »

Marc Van Den Bosch : « Vous avez raison de souligner que les solutions sont bel et bien là. Il existe déjà énormément d'opportunités et de nouveaux services. En tant que fournisseurs d'énergie, nous constatons que chaque client, qu'il soit une entreprise ou un ménage, peut imposer ses propres choix. Il peut soit produire lui-même une partie de son électricité pour faire des économies, soit continuer d'acheter et de consommer de l'énergie verte ou grise. Les fournisseurs d'énergie ont bien compris leur rôle dans la transition énergétique : ils sont devenus les plus grands investisseurs dans les énergies renouvelables ; ils apportent leur aide à leurs clients, de l'octroi de permis à diverses formes de financements ; ils proposent un large choix de services énergétiques, dont l'achat de panneaux photovoltaïques, de batteries et de solutions pour les véhicules électriques ; ils offrent diverses formes d'énergie - 100 % verte, décarbonisée, stockage de CO₂, hydrogène, éolien, etc. Aujourd'hui, certaines entreprises clientes demandent même à disposer partout d'une source d'énergie renouvelable 24/24 heures, 7/7 jours, 365 jours par an. »

Tinne Van der Straeten : « Tout ceci est aussi lié à la notion de confiance, celle que l'on donne aux entreprises comme aux citoyens. Il faut notamment des tarifs de

l'énergie abordables pour tous, des investissements de la part du secteur financier, de la sobriété dans nos modes de consommation en même temps qu'une sécurité d'approvisionnement, ainsi que de l'inventivité dans le déploiement des solutions mises en place. En voyant comment on a géré la crise énergétique, on peut être fiers de ce que l'on a réalisé et confiant dans l'avenir. »

Sophie Lambrighs : « Cependant, si l'on veut instaurer un climat de confiance, il est essentiel que les pouvoirs publics communiquent de manière ouverte et transparente, tant sur leurs convictions et les fondements de celles-ci que sur leurs doutes et leurs erreurs. Par le passé, des gens ont investi dans des véhicules au diesel, car on leur disait que c'était mieux pour la planète. À présent, ils ne peuvent plus rouler avec ceux-ci à Bruxelles et on leur dit de passer à l'électrique. Il faut accepter de dire qu'on s'est trompé et qu'on ne savait pas tout. »

Quelle est votre vision de la ville de demain ? Comment produirons-nous, consommerons-nous, vivrons-nous dans une économie sobre en carbone ?

Jérôme Meessen : « Dans une Belgique neutre en carbone, beaucoup de choses auront idéalement changé. On consommera deux fois moins d'énergie qu'aujourd'hui ; la flotte de véhicules sera réduite de moitié ; les centres-villes seront rendus aux piétons et aux cyclistes ; les immeubles et apparte-

ments seront un peu plus petits, plus partagés, plus réutilisables, plus performants énergétiquement et fabriqués en bonne partie avec des matériaux recyclés. Tout cela aura des incidences positives sur notre santé, grâce entre autres à une meilleure qualité de l'air et à une alimentation moins carnée, mais aussi grâce à une agriculture plus extensive, plus bio mais donc moins productive. La ville sera plus résiliente aux chocs d'approvisionnement et à ceux des îlots de chaleur. On devrait enfin bénéficier de 50 % de forêts en plus. »

Didier Hendrickx : « Je me retrouve en partie dans ce tableau relativement idyllique. Toutefois, si l'on regarde ce qui s'est déroulé depuis une quarantaine d'années, on se rend compte qu'il peut y avoir des rouages un peu grippés dans cette belle histoire. La population de nos villes est par exemple devenue de plus en plus importante. On observe dès lors un hiatus entre la volonté de réduire la consommation d'énergie et la croissance de la population. Une autre réflexion concerne la manière dont on alimente en énergies décarbonées des villes de toutes tailles. À Bruxelles, par exemple, il est difficile de produire du biométhane, mais nous réfléchissons à la possibilité d'avoir des installations de biogaz, de biométhane et de gaz renouvelable dans un rayon de 20 à 30 km autour de la capitale et à même de l'alimenter. »



Tinne Van der Straeten : « À mon sens, d'ici 10 à 30 ans, nous vivrons dans une société où tout sera plus facile, plus joli et plus silencieux. Mais pour que cette perspective se concrétise, il faut la construire dès aujourd'hui. Plusieurs sites en ce sens existent déjà, où l'on trouve du matériel recyclé, de l'énergie renouvelable, des jardins collectifs. C'est notamment le cas, à Bruxelles, des sites de Tours & Taxis et de Bruxelles Environnement. Ils sont la preuve qu'on peut y arriver. »

Marc Van Den Bosch : « On peut en effet y arriver. Toutes les évolutions que nous avons connues dans le passé en sont aussi la preuve : elles ont augmenté le confort des ménages. Les évolutions futures ne seront possibles que si l'on poursuit dans la même voie. La ville qui vient d'être décrite revêt cet aspect de confort élevé. Le tout est de pouvoir faire comprendre que la sobriété, donc la nécessité de consommer moins d'énergie, augmentera le confort. Ceci est déjà palpable aujourd'hui. En l'occurrence, les nouveaux bâtiments des ménages sont plus petits et consomment moins, tout en présentant un maximum de confort. Dans le domaine du transport, c'est une logique de priorités qui doit être mise en place avec, dans l'ordre, la marche, le vélo, les transports publics et, seulement à la fin, les transports privés. Pour ces derniers, les véhicules électriques sont de loin les plus efficaces. Cette transition est en cours. Elle permettra à terme

de réduire considérablement la demande finale d'énergie dans le transport ainsi que les émissions de gaz à effet de serre liées à ce secteur. Par ailleurs, la digitalisation du système énergétique est également un élément indispensable ; elle nous permettra de disposer par la suite de nouveaux services et donc d'augmenter notre confort. »

Sophie Lambrighs : « Je rejoins assez fort tout ce qui vient d'être dit. Et cela donne envie de vivre déjà dans 30 ans ! Il faut néanmoins être conscient que cette ville du futur existe déjà à 70 %, dans la mesure où le renouvellement de tout le bâti se fait de l'ordre de 1 % par an. La situation va peut-être s'accélérer et nous passerons à 2 %, mais pas plus. Donc, ce que l'on voit aujourd'hui constitue déjà une grande partie de la ville de demain. Pour le reste, il faut mener une réflexion globale sur la manière de rénover. D'un côté, il ne faudrait pas tuer le commerce ou entraver la qualité de vie des habitants dans certains quartiers en raison des travaux, des camions qui circulent et du bruit occasionné ; de l'autre, il faut éviter de rénover morceau par morceau et de créer ainsi encore plus de nuisances dans la durée. »

Mathieu Cribellier : « Dans cette perspective à 30 ans, il est essentiel d'avoir un récit auquel adhère un maximum de personnes. Il faut rendre ce monde neutre en carbone et non présenter les choses comme si elles

étaient imposées et subies. Malheureusement, aujourd'hui, beaucoup de personnes réagissent encore négativement à la transition énergétique, l'associant à une perte de confort, à des sacrifices trop grands ou encore à une atteinte à nos libertés individuelles fondamentales. Si, effectivement, dans la ville de 2050, il ne sera probablement plus envisageable de partir n'importe où en vacances en avion et autant de fois qu'on le souhaite, il y a un travail pédagogique d'accompagnement à mener, afin que moins prendre l'avion ne soit pas synonyme de vivre moins bien. La même réflexion s'impose avec les véhicules SUV, très en vogue actuellement, mais pas vraiment adaptés à la transition énergétique ; les vélos cargos électriques correspondent bien mieux au paysage qu'on doit mettre en place. La confrontation à des expériences réussies, comme la visite d'écoquartiers, permet de montrer que des solutions existent et que ce monde-là est un monde agréable. »

Didier Hendrickx : « Je pense aussi qu'un énorme travail d'éducation et d'information doit se faire à l'égard de chacun, en particulier des jeunes. Ceux-ci doivent être mieux conscientisés, de manière positive, à propos de la nouvelle économie et des nouveaux modes de vie dans lesquels ils seront embarqués. Pour les entreprises, un autre facteur clé est la problématique du transport. La Belgique est un nœud logistique européen stratégique. Pour ce secteur, où le mazout

et le gasoil règnent encore en maîtres aujourd'hui, il faut réfléchir aux moyens de décarboner. Le bio-CNG, le Bio-LNG sont d'excellentes solutions aujourd'hui et l'hydrogène vert l'est à terme. Pour relever tous les défis évoqués aujourd'hui, il s'agit d'anticiper, d'innover, de s'ouvrir à d'autres idées, mais aussi de bâtir des synergies avec l'ensemble des acteurs économiques, sociaux, financiers et de la société civile. »

Laurent Vrijdaghs : « La notion de sobriété qui a déjà été évoquée est fondamentale, entre autres en matière de construction de bâtiments. À l'avenir, il est évident qu'on ne pourra plus bâtir d'édifices comme le Palais de justice de Bruxelles. Nous n'avons certainement pas besoin d'un plafond à 12 mètres de haut pour rendre la justice ! Dans le même ordre d'idées, lorsqu'on demande aux citoyens de faire preuve de sobriété et de réaliser des économies d'énergie, il y a un devoir d'exemplarité de la part des autorités et institutions publiques. Le parlement fédéral est par exemple deux fois trop grand par rapport aux besoins actuels. Ce n'est pas que symbolique ; c'est aussi une responsabilité politique. Un dernier point, et non des moindres, concerne la simplification administrative. Il faut accélérer celle-ci, en cessant d'ajouter des couches, des lois, des problèmes, des étapes... Ceci permettrait à tout le monde de gagner du temps et donc de l'argent. » ■